

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	5
Sommaire	7

Introduction

Les principes généraux du droit administratif : entre certitudes et questions

Jacques Jaumotte

David De Roy

I. La double vocation des principes généraux du droit administratif	12
II. La « relativité » des principes généraux du droit administratif	13
III. Les enjeux du recours aux principes généraux du droit administratif ..	14
IV. La coexistence du principe général du droit et de la source écrite de droit : le phénomène de la récupération/absorption, mais non celui de la disparition automatique du principe	16

Partie 1

Les principes généraux de droit administratif – développements transversaux

1. Les principes généraux : genèse et consécration d'une source majeure du droit administratif.....	21
---	----

Irène Mathy

Introduction.....	22
Section 1. Historique de l'émergence du concept.....	23

Section 2. Rôle du juge et son évolution	27
Section 3. Définition et qualification comme source – méthodes d'identification	33
§1. Source « originaire »	33
§2. Méthodes d'identification	35
§3. Source évolutive par nature.....	37
Section 4. Principes généraux du droit administratif et principes de bonne administration	39
§1. Catégorie à part entière ?.....	39
§2. Évolution de la catégorie dans la jurisprudence du Conseil d'État.....	41
Section 5. Hiérarchie des normes et ordre public	45
Conclusion. Des principes généraux du droit encore promis à un bel avenir ?	57
2. Les exigences de bonne administration et de bonne citoyenneté comme fondements de principes généraux de droit administratif	59
Thomas Cambier	
Rémi Quintin	
Introduction	60
Section 1. La bonne administration	60
§1. Le principe de bonne administration : consécration d'un principe ou d'une catégorie « fourre-tout » ?	61
§2. Quelle est l'utilité de la qualification de principes de bonne administration dans le droit administratif belge ?.....	65
§3. La bonne administration à l'appui de principes incertains : les exemples du devoir de minutie et du devoir de <i>fair-play</i>	68
Section 2. L'exigence de bonne citoyenneté	73
§1. Portée du principe	74
§2. Examen spécifique : Le contrôle de légalité par le bénéficiaire de l'acte	80
I. Jurisprudence en matière de contrats publics.....	80
II. Application générale : quelle attitude adopter pour l'administré qui bénéficie d'un acte illégal ?.....	85

Conclusion	87
3. Sécurité juridique, légitime confiance, <i>patere legem quam ipse fecisti</i>. Transparence administrative ou principes transparents ?	91
Renaud Simar	
Pauline Abba	
Introduction.....	92
Section 1. Le principe de sécurité juridique.....	92
§1. L'objectif de prévisibilité et d'accessibilité des règles de droit ..	93
I. Applications autonomes du principe de sécurité juridique.....	94
II. Composante de la légitime confiance des administrés dans l'action de l'administration	96
III. Composante de la non-rétroactivité des actes administratifs	97
§2. L'objectif de stabilité des règles de droit	97
I. La limitation des délais de recours pour excès de pouvoir	98
II. Les limites du refus d'application de l'article 159 de la Constitution..	99
III. L'article 14 ^{ter} des lois coordonnées sur le Conseil d'État.....	100
IV. La théorie du fonctionnaire de fait.....	101
V. Les limites du retrait d'acte	101
§3. L'objectif de clarté de l'ordonnancement juridique	101
Section 2. Le principe de légitime confiance	103
§1. La définition du principe de légitime confiance	104
§2. Les conditions d'application du principe de légitime confiance ..	106
I. Un acte de l'autorité publique	107
A. L'erreur commise par l'autorité publique	107
B. Les comportements non erronés de l'administration	108
II. Qui suscite une attente légitime dans le chef de l'administré.....	109
A. Un lien de causalité	109
B. La légitimité de la confiance suscitée.....	111
C. Applications	111
III. Les motifs qui permettent à l'autorité publique de rompre la confiance de l'administré	116
A. Le principe de légalité	116

TABLE DES MATIÈRES

1) Le principe	116
2) Les tempéraments	120
B. Le principe de mutabilité	121
1) Le principe	121
2) Les tempéraments	122
C. L'exercice par l'autorité publique de son pouvoir d'appréciation	122
Section 3. Le principe <i>patere legem quam ipse fecisti</i>.....	123
§1. Définition.....	123
§2. Fondements.....	125
§3. Conditions d'application.....	126
I. Une décision à portée individuelle qui déroge à un acte administratif à portée réglementaire pris par la même autorité publique.....	126
II. L'absence de dispositions générales autorisant une dérogation individuelle	129
III. La légalité de l'acte réglementaire.....	129
Conclusions.....	130
4. Actualité du principe général de non-rétroactivité des lois et des actes administratifs.....	133

Jérôme Sohier

Section 1. Généralités	134
Section 2. La non-rétroactivité des lois : les validations législatives en question.....	137
Section 3. La non-rétroactivité des règlements et actes administratifs : un principe assorti de moult exceptions.....	142
Section 4. Le pouvoir d'annulation des juges et la rétroactivité des décisions juridictionnelles	148
Conclusions.....	149

**5. L'égalité devant et dans le service public :
de son double emploi à sa plus-value ?..... 153**

Fabien Hans

Laure Demez

Introduction.....	154
Section 1. L'égalité, un principe absolu ?	154
§1. Consécration du principe d'égalité.....	155
§2. Un principe transversal.....	159
I. Fonction publique	159
II. Marchés publics	160
III. Biens de l'administration – domanialité publique	160
IV. Contrats.....	161
V. Urbanisme et aménagement du territoire.....	161
VI. Subventions.....	161
VII. Cultes	162
VIII. Enseignement.....	162
IX. Juridictions	162
X. Fiscalité – Financement du SP (taxation).....	163
§3. Un principe à valeur constitutionnelle.....	164
§4. Un principe autonome ?.....	165
§5. Les différentes acceptions de l'égalité.....	169
I. Conception traditionnelle de l'égalité.....	169
II. Les nouveaux concepts de l'égalité.....	171
A. Discrimination indirecte.....	171
B. Action positive	173
C. Discrimination collective	177
D. Discrimination par association	177
E. Discrimination par supposition	178
F. Aménagement raisonnable.....	178
Section 2. Limites inhérentes au principe d'égalité.....	179
§1. Caractère subjectif des critères de contrôle du principe d'égalité.....	179
I. Test de comparabilité.....	180

TABLE DES MATIÈRES

A. Principe d'égalité et loi du changement.....	182
B. Principe d'égalité et fédéralisme.....	183
C. Égalité entre le particulier et les pouvoirs publics	184
II. Justification de la différence de traitement	184
§2. Refus du label d'ordre public ?	185
§3. Pas d'égalité dans l'illégalité	190
Section 3. Égalité dans, devant et au-delà du/le service public.....	194
§1. Égalité dans le service public	194
I. Égalité sur base des principes généraux de la fonction publique.....	194
A. Dans l'accès aux emplois publics	196
1) Le principe de l'égalité d'admissibilité aux emplois publics.....	196
2) Le principe général de comparaison des titres et mérites....	197
3) Le principe de l'égalité des concurrents à un concours ou à un examen	199
B. Dans le déroulement de la carrière des agents publics	200
1) Les principes de l'égalité d'admissibilité aux emplois publics et de comparaison des titres et mérites des candidats	200
2) Le principe d'égalité dans la carrière pécuniaire.....	201
3) Le principe d'égalité dans la carrière administrative.....	202
C. En fin de carrière	203
II. Égalité sur base du principe général d'égalité.....	203
A. Définition de l'effet direct	203
B. Applicabilité directe et effet direct vertical des règles de droit international.....	204
1) Effet direct du droit international directement applicable	204
2) Effet direct du droit communautaire dérivé	205
C. Effet direct vertical du principe général d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution	206
§2. Égalité devant le service public.....	209
I. Loi de l'égalité des usagers du service public.....	209
II. Principe général du droit de l'égalité devant les charges publiques...	211
§3. Égalité au-delà du service public.....	214
I. De l'« horizontalisation » des sources normatives	214
A. Introduction.....	214
B. Sources normatives internationales	215

TABLE DES MATIÈRES

1) Les conventions de l'ONU	215
2) La Convention européenne des droits de l'homme.....	215
3) Le droit communautaire	217
a) Droit primaire	217
b) Droit dérivé.....	218
C. Sources normatives internes	219
II. De l'horizontalisation du principe général d'égalité	220
A. Consécration de l'horizontalisation.....	220
B. Effets, limites et difficultés de mise en œuvre.....	222
Conclusion	225

**6. Le principe de continuité du service public –
The show must go on.....** 229

Vincent Vuylsteke

Stéphanie De Somer

Introduction.....	230
Section 1. La nature du principe de continuité et sa place dans la hiérarchie des normes	232
Section 2. La portée du principe de continuité et ses applications les plus importantes en droit administratif	239
§1. Portée générale du principe de continuité.....	239
§2. Des applications multiples et variées.....	240
§3. Le privilège du préalable et le privilège de l'exécution d'office..	241
§4. Les tempéraments au principe de non-rétroactivité des actes administratifs unilatéraux et la validation législative	246
§5. La modalisation dans le temps des effets des arrêts du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle	249
§6. La suppléance, prévue par une norme, du détenteur d'une compétence.....	251
§7. La théorie du fonctionnaire de fait et les autres cas d'application jurisprudentiels de la continuité qui sont liés à l'auteur de l'acte.....	255
I. La théorie du fonctionnaire de fait	255
II. Autres cas d'application jurisprudentiels liés à l'auteur de l'acte.....	259
§8. Applications en droit de la fonction publique.....	264
I. Limitations au droit de grève du personnel du secteur public	264

TABLE DES MATIÈRES

II. La démission volontaire des agents statutaires.....	268
§9. Conséquences concernant la composition et le fonctionnement des organes collégiaux.....	271
§10. Applications concernant les biens de l'administration.....	273
I. L'inaliénabilité, les limitations à la constitution de droits réels et personnels et l'imprescriptibilité.....	274
II. Limitations à l'exécution forcée sur les biens de l'administration	275
§11. La réquisition.....	282
§12. L'impossibilité de principe que les personnes morales de droit public soient déclarées en faillite.....	284
§13. La théorie des affaires courantes.....	286
Section 3. La continuité du service public et les principes de bonne administration : entre conflit et réconciliation.....	295
Section 4. Le principe de continuité peut-il également être invoqué contre l'administration ?	298
Conclusion et perspectives d'avenir.....	302
7. Du changement à la mutabilité, en passant par l'adaptation continue : retour sur une loi particulière du service public dominant l'action administrative en général	307
Benoit Gors	
Mise en perspective du principe de mutabilité	308
Section 1. Le principe de mutabilité en général.....	316
§1. Les fondements du principe	316
I. L'indisponibilité des compétences	316
II. Le pouvoir du dernier mot.....	319
III. La nature du service public.....	321
§2. La justification du principe.....	322
§3. La portée du principe.....	324
§4. L'autonomie du principe.....	329
§5. La valeur du principe.....	332
Section 2. Le principe de mutabilité en particulier.....	334
§1. L'application du principe de mutabilité aux actes	334

TABLE DES MATIÈRES

I. L'application du principe de mutabilité aux actes unilatéraux.....	335
A. L'application aux actes réglementaires.....	335
B. L'application aux actes individuels.....	341
1) Une application restreinte.....	341
2) La notion de droits acquis.....	345
a) Mise en perspective.....	345
b) Le tandem droits-acquis.....	352
c) Les limites traditionnelles aux droits acquis.....	358
II. L'application aux conventions.....	367
A. Les prémisses.....	368
1) Le droit civil.....	368
2) Le droit applicable aux conventions conclues par les pouvoirs publics.....	371
B. Le pouvoir de résiliation unilatérale.....	377
1) Un pouvoir attribué.....	377
2) Un pouvoir reconnu.....	381
3) Un pouvoir généralisable ?.....	386
C. Le pouvoir de modification unilatérale.....	395
D. La contractualisation du principe de mutabilité.....	399
§2. Les limites et contraintes assignées à la mise en œuvre du principe de mutabilité.....	401
I. Les prescriptions traditionnelles.....	401
A. La compétence.....	401
B. L'absence d'effet rétroactif.....	406
C. La modalisation par la loi ou le juge.....	410
1) La modalisation par la loi.....	410
2) La modalisation par le juge.....	419
II. Des prescriptions complémentaires.....	421
A. Le principe de la confiance légitime.....	421
B. Le respect dû au droit des biens.....	426
C. L'obligation générale de prudence et ses dérivés.....	431
D. Le principe de <i>standstill</i>	432
III. Les mesures d'accompagnement de la mutabilité.....	437

8. Légalité, motivation, proportionnalité	445
François Belleflamme Jean Bourtembourg	
Section 1. Les principes du raisonnable et de la proportionnalité	448
Section 2. Le problème de la motivation des actes réglementaires	453
Section 3. La motivation des règlements et l'attitude de la section de législation	461
Section 4. Les principes du raisonnable, de la proportionnalité et de l'égalité dans la jurisprudence de la section de législation	477
Conclusion	489
9. Étude pratique des principes du contradictoire, des droits de la défense, <i>audi alteram partem</i> et <i>non bis in idem</i>	493
Sébastien Depré Évrard de Lophem Charles-Henri de La Vallée Poussin Maxime Chomé Marie Lambert de Rouvroit	
Section 1. Les principes du contradictoire, des droits de la défense et <i>audi alteram partem</i>	494
§1. Introduction	494
§2. Valeur des principes et implications pratiques.....	496
§3. Principes des droits de la défense et <i>audi alteram partem</i> : quand les invoquer et lequel invoquer ?.....	498
I. Les enseignements de la jurisprudence récente	498
II. Le champ d'application et ses zones d'ombre : questions choisies et recommandations pratiques	504
A. Sanction de l'invoquer du mauvais principe	505
B. Principe <i>audi alteram partem</i> , mesure grave et comportement du destinataire de la mesure.....	506
§4. Typologie du moyen fondé et recevable	509
I. Les garanties découlant des principes des droits de la défense et <i>audi alteram partem</i>	510
II. L'intérêt dans les moyens pris de la violation du principe <i>audi alteram partem</i>	511

TABLE DES MATIÈRES

§5. Quel avenir pour le « principe du contradictoire » ? 513

Section 2. Le principe non bis in idem 516

§1. Introduction : le contentieux mixte..... 516

§2. Les sources du principe *non bis in idem*..... 516

§3. Conditions d'application du principe *non bis in idem*..... 518

I. Un principe en constante évolution 519

II. L'arrêt *Zolotoukhine* 521

III. Sanction administrative : la définition..... 523

IV. L'examen du caractère pénal d'une mesure administrative :
l'arrêt *Engel*..... 524

§4. Étude casuistique du principe *non bis in idem* en droit belge 525

I. La discipline en prison..... 526

II. La discipline dans la fonction publique 529

III. Le contentieux en droit social..... 534

IV. Le contentieux fiscal..... 542

V. Le contentieux en droit de la concurrence 548

§5. L'arrêt du 15 novembre 2016 de la Cour européenne des droits
de l'Homme : révolution ou régression ?..... 555

I. Faits et jurisprudence utiles..... 555

II. L'acceptation du principe du dédoublement des poursuites
ou des jugements..... 556

III. Lien matériel et temporel étroit : quatre conditions 558

Conclusion 560

10. Impartialité, indépendance et scrutin secret :

« principes » et applications..... 565

Augustin Daoût

Mathieu Dekleermaker

Introduction..... 566

Section 1. Le principe d'impartialité 567

§1. Les origines et le fondement du principe d'impartialité..... 567

§2. Les caractéristiques du principe d'impartialité 569

§3. Le contenu du principe d'impartialité..... 573

I. La dimension subjective du principe d'impartialité..... 574

II. La dimension objective du principe d'impartialité	576
Section 2. L'indépendance	582
Section 3. Le vote à scrutin secret	586
§1. Définition du « scrutin secret »	586
§2. Existence ou non d'un principe général de recourir au scrutin secret ?.....	589
§3. Relevé de jurisprudence relative à la formalité du « scrutin secret »	592
I. Scrutin secret et motivation	593
II. Scrutin secret et ordre public.....	594
III. La preuve du respect de la formalité du vote au scrutin secret.....	595
IV. Les caractéristiques des bulletins de votes utilisés lors des scrutins secrets	597
Conclusion	600

11. Le principe général de droit administratif du respect du délai raisonnable..... 603

Emmanuel Gourdin

Michel Kaiser

Section 1. La source d'inspiration du principe général de droit : du procès équitable à la procédure équitable	606
§1. Le délai raisonnable dans l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme	607
§2. Le délai raisonnable applicable aux procédures juridictionnelles échappant au champ d'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme	610
Section 2. La consécration d'un principe général de droit administratif : tous sauf la Cour de cassation	613
§1. La reconnaissance d'un principe général de droit administratif ..	613
§2. Les éléments constitutifs essentiels du principe général de droit administratif consacré.....	616
Section 3. Le principe général de droit administratif du respect du délai raisonnable devant le Conseil d'État	624
§1. L'acte qui doit être adopté dans un délai raisonnable.....	624
I. Le délai raisonnable concerne l'adoption de l'acte ... pas sa notification.....	625

TABLE DES MATIÈRES

II. Le délai raisonnable concerne toutes les matières mais ne peut être invoqué pour tous les actes.....	627
§2. Le périmètre temporel d'intervention de l'autorité ou le caractère « raisonnable » du délai raisonnable	631
Section 4. Le principe général de droit administratif du respect du délai raisonnable devant les cours et tribunaux judiciaires	636
§1. Le contentieux de la sécurité sociale	636
I. Le principe du respect du délai raisonnable et le principe de légalité	636
II. Le principe du respect du délai raisonnable et la prescription	638
III. Le délai raisonnable et le lien causal.....	640
§2. Le contentieux de la responsabilité civile	641
I. Le délai raisonnable et les manifestations de la faute	641
II. Le délai raisonnable comme fondement d'une injonction à agir	642
III. Le délai raisonnable comme fondement de la réparation de l'inaction	645
12. Le principe général <i>fraus omnia corrumpit</i>. Un principe issu du droit privé vivifié par le droit administratif	647
Kevin Munungu Lungungu Emmanuel van Nuffel	
Objet de la contribution	648
Section 1. La maxime <i>fraus omnia corrumpit</i> : un principe général du droit	652
§1. La qualification de la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i> comme principe général du droit dans la jurisprudence du Conseil d'État.....	652
§2. Les conditions d'application de la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i>	654
I. Première hypothèse d'application de la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i> : la fraude et le dol de l'administré ou de l'autorité administrative	655
II. Seconde hypothèse d'application de la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i> : la faute lourde de l'administré	659
Section 2. Les effets juridiques de la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i> en droit administratif	662
§1. La fraude encadre les pouvoirs de l'auteur de l'acte administratif	663

TABLE DES MATIÈRES

I. La fraude fait exception aux règles applicables en matière de retrait des actes administratifs.....	663
II. La fraude de l'adjudicataire autorise, en principe, la résiliation unilatérale d'un marché public par le pouvoir adjudicateur.....	665
§2. La fraude encadre les pouvoirs du juge administratif	667
I. La fraude qualifie l'illégitimité de l'intérêt à agir	668
II. La fraude justifie le rejet d'un moyen d'annulation invoquant un grief qui n'a pas été sciemment invoqué au cours de la procédure administrative	669
Conclusions générales : la maxime <i>Fraus omnia corrumpit</i>, un outil de moralisation de la relation entre l'administration et l'administré ?.....	669

Partie 2

Les principes généraux de droit administratifs – applications pratiques

1. Principes généraux et fiscalité locale	673
Nathalie Fortemps Cédric Molitor	
Introduction.....	674
Section 1. Les principes généraux applicables lors de l'adoption du règlement-taxe	675
§1. Le principe général de motivation.....	675
§2. Le principe de légalité.....	676
§3. Le devoir de minutie	678
§4. Le principe de la loi du changement.....	679
§5. Le principe de sécurité juridique et le principe de légitime confiance	680
§6. Le principe d'annualité et le principe de non-rétroactivité.....	684
§7. Le principe d'égalité et de non-discrimination	686
I. La portée du principe	686
II. La comparabilité des situations	688
III. La justification de la différence de traitement	691
IV. Une invalidation totale ou partielle du règlement-taxe	696

TABLE DES MATIÈRES

§8. Le principe général de proportionnalité	696
I. Le pouvoir taxateur doit-il « <i>a priori</i> » justifier ses choix Une « motivation » du ou des taux doit-elle être fournie ?.....	697
II. Les critères du contrôle	700
III. Les taxes forfaitaires.....	702
§9. Le principe « <i>non bis in idem</i> ».....	705
Section 2. Les principes généraux et l'application du règlement-taxe	712
§1. Le principe des droits de la défense et le principe <i>audi alteram partem</i>	712
§2. Le principe général de la force majeure	717
§3. Un principe général d'exemption des biens affectés aux activités de service public et/ou des personnes morales de droit public et/ou des biens affectés aux activités de services publics et appartenant aux personnes morales de droit public ?.....	727
2. Les principes généraux en droit de l'urbanisme et de l'environnement.....	731
Ivan-Serge Brouhns Louis Vansnick	
Introduction.....	732
Section 1. Les principes transversaux	733
§1. Les lois du service public.....	733
I. Le principe de continuité du service public.....	733
II. Le principe d'égalité	734
III. La loi du changement – mutabilité	736
§2. Le principe de l'indépendance des polices administratives.....	737
§3. Le principe du délai raisonnable	739
§4. Le principe de proportionnalité	745
§5. Le principe de minutie	750
§6. Principe de légitime confiance et de sécurité juridique	752
§7. Autres principes transversaux.....	755
I. Les principes généraux des droits de la défense et le principe <i>audi alteram partem</i>	755
II. Les principes d'impartialité et d'indépendance	758

Section 2. Principes spécifiques au droit de l'urbanisme et de l'environnement	760
§1. Le principe « du bon aménagement des lieux »	760
§2. Le principe « de l'effet utile de l'enquête publique »	764
§3. Le principe de précaution (et de prévention)	773
§4. Le principe du pollueur-payeur	779
§5. Le principe de <i>standstill</i>	783
Conclusions	788

3. Les principes généraux de droit administratif en droit des marchés publics

Isabelle Van Kruchten

François Viseur

Introduction	792
Section 1. Principe d'égalité de traitement et principe de non-discrimination	796
§1. Contours	796
§2. Définition du besoin	797
§3. Analyse des offres	800
I. Principes applicables à toutes les procédures de passation	800
II. Spécificités en adjudications et en appels d'offres	803
III. Spécificités en procédures négociées	805
§4. Arrêt de la procédure d'attribution	807
Section 2. Principe de transparence	807
§1. Définition du besoin	810
I. Critères de sélection	810
II. Critères d'attribution	810
III. Sous-critères d'attribution	811
IV. Méthode d'évaluation des offres	813
§2. Analyse des offres	814
§3. Clôture de la procédure d'attribution	815
Section 3. Principe de proportionnalité	817
§1. Proportionnalité et réglementation des marchés publics	818

TABLE DES MATIÈRES

§2. Définition du besoin.....	820
I. Objet du marché.....	820
II. Critères de sélection.....	823
III. Critères d'attribution.....	826
§3. Analyse des offres.....	828
Section 4. Principe « <i>patere legem quam ipse fecisti</i> »	830
Section 5. Principe (devoir ?) de minutie.....	832
§1. Définition du besoin.....	833
§2. Analyse des offres.....	833
Section 6. Principe d'impartialité	835
§1. Le conflit d'intérêt en droit des marchés publics	836
I. Réglementation applicable.....	836
II. Champ d'application <i>ratione personae</i>	839
III. Champ d'application <i>ratione materiae</i> : la notion d'intérêt	841
IV. La circulaire « <i>Revolving Doors</i> »	842
§2. Applications pratiques.....	843
Conclusion	846
4. L'application des principes généraux de droit administratif en droit de la santé et de la sécurité sociale	847

Sarah Ben Messaoud

Margaux Kerkhofs

Pierre Slegers

Introduction.....	848
Section 1. La notion d'autorité administrative appliquée aux secteurs de la santé et de la sécurité sociale	850
§1. Les institutions hospitalières.....	851
§2. L'INAMI et ses organes.....	854
I. Le service soins de santé	855
II. Le Service d'Évaluation et de Contrôle médical	856
§3. Les institutions coopérantes de sécurité sociale.....	857
Section 2. Le principe général de non-rétroactivité des actes administratifs	861

TABLE DES MATIÈRES

§1. La distinction entre la rétroactivité et l'application immédiate...	862
§2. Cas d'application dans le domaine des soins de santé et de la sécurité sociale.....	863
I. Rétroactivité et exploitation de maisons de repos	863
II. Rétroactivité et remboursement de soins de santé	864
III. Rétroactivité et sécurité sociale (pension, chômage, minimex)	867
§3. Admissibilité de la rétroactivité	870
Section 3. Une application particulière du principe de continuité du service public : la pérennité de l'offre de soins.....	873
Section 4. Le principe général d'audition préalable.....	883
§1. La fin de la collaboration entre un médecin et un hôpital.....	884
§2. L'audition des firmes pharmaceutiques préalablement à des mesures les concernant	893
I. La modification des conditions de remboursement d'une spécialité pharmaceutique.....	893
II. Le paiement par les firmes pharmaceutiques de cotisations sur leur chiffre d'affaires	900
§3. La réglementation relative aux maisons de repos.....	902
§4. Conclusion sur ce point	908
Conclusion	908
5. Les principes généraux de droit administratif et le droit de l'enseignement	911
Joëlle Sautois Sébastien Kaisergruber	
Introduction.....	912
Section 1. Lois d'action du service public.....	912
§1. Principe de la continuité du service public	912
§2. Principe d'égalité	913
§3. Loi du changement et mutabilité du service public	915
Section 2. Principes procéduraux.....	917
§1. Principes des droits de la défense et du contradictoire et adage <i>audi alteram partem</i>	917
§2. Adage <i>non bis in idem</i>	922

Section 3. Impartialité, indépendance et neutralité	923
§1. Impartialité et indépendance.....	923
§2. La neutralité de l'enseignant ?.....	929
Section 4. Principe du délai raisonnable	932
Section 5. Balises de l'exercice du pouvoir d'appréciation	933
§1. Devoir de minutie, exercice raisonnable des pouvoirs et principe de la motivation matérielle des actes administratifs	933
§2. Proportionnalité	935
§3. Adage <i>patere legem quam ipse fecisti</i> et principe de légitime confiance	937
6. L'application des principes généraux de droit administratif aux fonctionnaires et contractuels de la fonction publique	939
Pierre Joassart	
Marie Solbreux	
Introduction	940
Section 1. L'application des principes généraux de droit administratif aux fonctionnaires	940
§1. Principes généraux liés à une notion de temps.....	941
I. Le délai raisonnable.....	941
II. La continuité du service public	945
III. La non-rétroactivité	946
IV. La légitime confiance et la sécurité juridique	947
§2. Les principes contenant une exigence procédurale	950
I. <i>Audi alteram partem</i> et les droits de la défense.....	950
II. L'impartialité et l'indépendance.....	957
III. Le scrutin secret	961
§3. Les principes encadrant le pouvoir d'appréciation de l'autorité..	962
I. Le devoir de minutie.....	962
II. La proportionnalité	963
III. L'égalité et la non-discrimination.....	966
IV. <i>Non bis in idem</i>	967
Section 2. L'application des principes généraux en droit du travail	968

TABLE DES MATIÈRES

§1. La période antérieure à l'arrêt de la Cour de cassation du 12 octobre 2015.....	969
I. L'obligation d'audition préalable	969
II. La loi du changement.....	975
§2. L'arrêt de la Cour de cassation du 12 octobre 2015 et ses suites.....	978
I. L'arrêt de la Cour de cassation.....	978
II. Son appréhension jurisprudentielle	980
III. La résistance doctrinale et les questions préjudicielles	983
Conclusion	985

Conclusions

Des principes généraux du droit administratif : pourquoi, par qui et à quel titre ?

David Renders

I. Pourquoi le juge belge reconnaît-il des principes généraux du droit administratif	988
II. Dans quelle mesure le juge belge joue-t-il un rôle créateur dans la reconnaissance des principes généraux du droit administratif ?..	991
III. Dans la mesure du constat opéré, comment justifier le rôle créateur du juge belge dans la reconnaissance des principes généraux du droit administratif ?	993